

Ce qui m'inquiète, en réalité, c'est qu'à cause de cela on ne nous offre que des subterfuges; lorsque nous prenons le gouvernement un peu au dépourvu, il est tout prêt à changer d'avis et à faire quelque chose; nous jeter des miettes, par exemple, c'est assez bon pour nous.

Monsieur l'Orateur, nous estimons que c'est très simple et que notre économie nationale régresse au lieu de progresser. Le ministre le sait comme le gouvernement. Ils semblent s'en moquer éperdument. Que notre pays ne progresse pas et se désagrège semble sans importance tant que cette disparité existe, et tant que persistera cette attitude insouciant qui fait dire en cas de pression trop insupportable: «Faites quelque chose pour eux mais ne vous engagez pas au point que nous ne puissions effectuer des changements au cas où quelque chose pourrait gêner le délicat équilibre ici en Ontario». Au risque d'être accusé d'anti-québéquisme, je ne parviens pas à comprendre pourquoi le gouvernement ne fait pas face et déclare que le Québec a besoin de quelques milliards de dollars. Est-ce que le ministre ou le gouvernement pense les Canadiens ignorants de certains des problèmes québécois ou qu'il sont effrayés de mettre en œuvre l'économie nationale pour résoudre ces problèmes. Évidemment, le gouvernement n'y prête pas beaucoup d'attention. C'est tout à fait évident. Tout ce que je vois c'est que le gouvernement se rend compte des besoins de certaines régions québécoises et qu'il cherche à les satisfaire. Qu'il en soit félicité.

Plus il le fera ouvertement plus je l'appuierai. Mais ce faisant, monsieur l'Orateur, il a cherché à trouver un équilibre politique dans le pays, équilibre politique qu'il estimait nécessaire. Ce n'était pas la nécessité d'un équilibre politique qui existait dans l'esprit des Canadiens depuis la Colombie-Britannique jusqu'à Saint-Jean de Terre-Neuve mais seulement un équilibre qui n'existait que dans l'idée du gouvernement. Il s'est donc lancé dans cette direction en pensant: «Faisons ce qui doit être fait au Québec et utilisons les Maritimes pour l'équilibrer politiquement». Mais l'aide massive qu'exige le Québec ne peut être contrebalancée par aucun programme que le gouvernement puisse élaborer ou mettre en œuvre dans les provinces de l'Atlantique. Là-bas, au moins le caucus semble très heureux. Peut-être pourrait-il venir ici nous distraire.

Une voix: Ils ont la télévision là-bas.

M. Forrestall: La télévision? Il n'y avait pas l'équilibre escompté par le gouvernement, et il était inutile. Les gens étaient prêts à payer ce prix. Mais simplement parce qu'ils ne pouvaient l'accepter ils ont pensé: «Il nous faut aller au cœur du pays dans le grand Ontario industriel». Peut-être pouvons-nous trouver là le genre d'équilibre politique à utiliser parce qu'il nous faut contrebalancer notre intervention à Montréal. Je dis que c'est de la pure stupidité et que cela ne signifie absolument rien. Monsieur l'Orateur, notre parti, je l'espère, ne croit pas qu'il existe une stratégie fédérale unique, une politique nationale unique qui rendra le pays sain et fort. J'espère que notre parti ne croit pas qu'il existe une ou deux régions au Canada, la région du Québec et le reste du

Canada. J'espère que j'appartiens à un parti qui comprend qu'il existe des problèmes économiques au pays, que j'appartiens à un parti qui ne recourrait pas au subterfuge dans une tentative pour les surmonter. J'espère que j'appartiens à un parti qui se conformera à une politique une fois qu'elle est énoncée, et qui ne parcourra pas le pays tout entier dans une tentative pour découvrir une justification politique à ses besoins imaginés pour surmonter les difficultés et les problèmes périodiques. La population du Canada est fort disposée à accepter cela, et quiconque le nie mésestime le désir des Canadiens de demeurer un pays uni.

Je ne crois pas qu'il existe une stratégie unique ou un programme unique pour l'expansion. Certes, je crois très fermement, et j'espère que le parti auquel j'appartiens le croit très fermement, au principe d'une stratégie multiple. J'espère que mon parti croit dans une multiplicité de programmes en ce qui concerne l'expansion régionale au pays et le développement d'une forte économie nationale. Le gouvernement actuel devrait inviter ses partisans qui, dans les couloirs, harmonisent leurs chants de Noël; il devrait harmoniser son attitude à l'égard du Canada. Que le gouvernement cesse d'induire en erreur les régions du Canada qui ont besoin de l'appui de l'économie nationale.

• (7.50 p.m.)

M. Bell: Ils chantent toujours faux.

M. Forrestall: Ils chantent faux ici même, à l'extérieur de la Chambre, ils ne font guère mieux dans l'élaboration de programmes qui sont censés éliminer les disparités régionales.

Une voix: Mais ils vont se relever.

M. Forrestall: J'en doute. La stratégie adoptée par le gouvernement pour maîtriser l'inflation a eu des conséquences graves et fâcheuses pour les Canadiens de tous les milieux, dont les moindres ne sont pas ceux qui ont la bonne fortune d'être en chômage dans un grand centre urbain comme Montréal. Leur situation est pénible. Mais leurs problèmes ne sauraient être résolus aux dépens des autres régions du Canada. On ne peut tirer le bien du mal, peu importe les efforts qu'on déploie. Ce programme entraînera des privations parce qu'il sera dilué. On l'accommode à de graves problèmes dans le dessein de servir véritablement l'unité nationale.

L'existence du chômage régional peut difficilement être utilisé ici comme mesure. Je le répète, les conséquences du chômage à Montréal sont fort différentes de celles du chômage dans les provinces atlantiques, que ce soit dans les centres urbains ou dans les régions rurales. L'avantage de 10 p. 100 actuellement accordé à la région atlantique ne signifie absolument rien si l'on songe que l'autre marché est 300 fois plus considérable. Il est ridicule de penser qu'au cours des 18 prochains mois, une société qui espère faire sa marque dans l'économie nationale irait s'installer dans les provinces atlantiques, alors qu'elle peut obtenir exactement les mêmes possibilités sur les marchés de Montréal.

Comme le sous-ministre lui-même l'a dit, ce bill et le principe dont il s'inspire se fondent sur l'expédient politi-